

ANSD

REPUBLIQUE DU SENEGAL

MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DU PLAN

**AGENCE NATIONALE DE LA STATISTIQUE
ET DE LA DEMOGRAPHIE**

SITUATION ECONOMIQUE ET SOCIALE DU SENEGAL EN 2016

FEVRIER 2019

| Directeur Général, Directeur de publication | | Babacar NDIR |
|---|--|----------------------------|
| Directeur Général Adjoint | | Allé Nar DIOP |
| Directeur des Statistiques Economiques et de la Comptabilité Nationale | | Mbaye FAYE |
| Directeur des Statistiques Démographiques et Sociales | | Papa Ibrahima Silmang SENE |
| Directeur du Management de l'Information Statistique | | Mamadou NIANG |
| Conseiller du DG de l'ANSD et Président du Comité de lecture et de validation | | Seckène SENE |
| Conseiller du DG chargé de l'action régionale | | Mamadou DIENG |

COMITE DE LECTURE ET DE VALIDATION (CLV)

Seckène SENE, Amadou FALL DIOUF, Mady DANSOKHO, Idrissa DIAGNE, Mamadou BALDE, Oumar SENE, Insa SADIO, Mamadou DIENG, Abdoulaye M. TALL, Mahmoud DIOUF, Mamadou AMOUZOU, Atoumane FALL, Ndeye Binta DIEME COLY, Awa CISSOKHO, Momath CISSE, Bintou DIACK, Nalar K. Serge MANEL, Adjibou Oppa BARRY, Ramlatou DIALLO, Djiby DIOP, Alain François DIATTA, El Hadj Malick GUEYE, Mamadou BAH.

COMITE DE REDACTION

| | |
|---------------------------------------|---|
| AVANT-PROPOS | Seckène SENE |
| 0. PRESENTATION DU PAYS | Djiby DIOP |
| 1. ETAT ET STRUCTURE DE LA POPULATION | Khoudia WADE& Ami Colé CISSE |
| 2. MIGRATION | Awa CISSOKO et Ndèye Lala TRAVARE |
| 3. EDUCATION ET FORMATION | Alioune TAMBOURA & Fatimatou SY |
| 4. EMPLOI | Tidiane CAMARA & Serge MANEL |
| 5. SANTE | Khoudia WADE& Cheikh Ibrahima DIOP |
| 6. JUSTICE | Maguette SARR & Boubacar DIOUF |
| 7. ASSISTANCE SOCIALE | Fatimatou SY & Alioune TAMBOURA |
| 8. EAU ET ASSAINISSEMENT | Ndeye Binta Diémé |
| 9. AGRICULTURE | Kandé CISSE |
| 10. ENVIRONNEMENT | Ndèye Khoudia Laye SEYE |
| 11. ELEVAGE | Ndèye Khoudia Laye SEYE/Kandé CISSE |
| 12. PÊCHE ET AQUACULTURE | Mouhamadou Bassirou DIOUF |
| 13. TRANSPORT | Jean Paul Diagne |
| 14. BTP | Bintou Diack LY/ Mamadou DAFPE |
| 15. PRODUCTION INDUSTRIELLE | Mamadou THIOUB |
| 16. INSTITUTIONS FINANCIERES | Ndèye LO & Malick DIOP |
| 17. COMMERCE EXTERIEUR | El Hadj Oumar SENHOR |
| 18. COMPTES ECONOMIQUES | Adama SECK & Khoudia Laye SEYE |
| 19. PRIX A LA CONSOMMATION | El Hadji Malick CISSE & Baba NDIAYE |
| 20. COÛT A LA CONSTRUCTION | Mor LÔ |
| 21. FINANCES PUBLIQUES | Hamady DIALLO & Seynabou SARR & Madiaw DIBO |
| 22. MINES ET CARRIERES | Wouddou Dème KEITA |

AGENCE NATIONALE DE LA STATISTIQUE ET DE LA DEMOGRAPHIE

Rocade Fann Bel-air Cerf-volant - Dakar. B.P. 116 Dakar R.P. - Sénégal

Téléphone (221) 33 869 21 39 / 33 869 21 60 - Fax (221) 33 824 36 15

Site web : www.ansd.sn ; Email: statsenegal@ansd.sn

Distribution : Division de la Documentation, de la Diffusion et des Relations avec les Usagers

ISSN 0850-1491

Introduction

La gestion des finances publiques est marquée en 2016 d'une part par l'exécution satisfaisante des dépenses et d'autre part par une mobilisation accrue des recettes.

Les dépenses publiques, au titre de l'année 2016, sont caractérisées par la poursuite de la rationalisation des dépenses courantes mais aussi par l'expansion des dépenses d'investissement du fait des nombreuses réalisations enregistrées dans divers secteurs de l'économie.

La situation des recettes est impulsée par un bon recouvrement de recettes fiscales mais aussi par une bonne entrée des recettes dites exceptionnelles. De même, la mobilisation des recettes est à mettre en liaison avec d'importants travaux de modernisation et de renforcement des outils de collecte mais également avec l'élargissement de l'assiette.

En conséquence, le déficit de la gestion des finances publiques de 2016 s'est établi à 3,3% du PIB après 3,7% l'année précédente.

Le présent chapitre s'articulera autour de quatre axes. Le premier fait le point sur les recettes budgétaires de l'année sous revue. Le second et le troisième abordent respectivement les dépenses publiques et les sources de financement du déficit budgétaire issu des opérations de l'Etat. Enfin, le dernier point présente les principaux indicateurs à la gestion budgétaire.

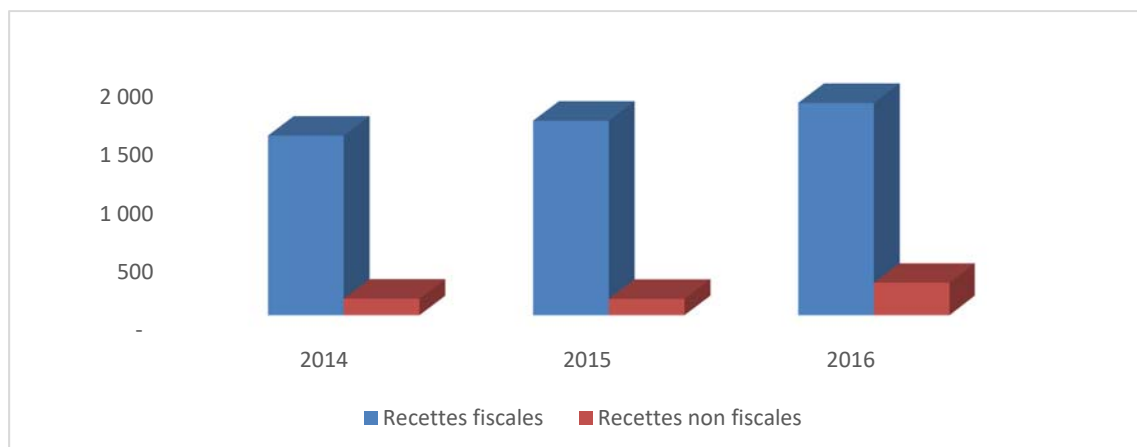
XXI.1. LES RECETTES BUDGETAIRES ET DONS

Les recettes budgétaires et dons se sont renforcés en 2016 pour atteindre 2 334,6 milliards FCFA contre 2 031,5 milliards FCFA l'année précédente, soit une hausse de 14,9%. Cette performance est essentiellement imputable au bon recouvrement des recettes et dans une moindre mesure aux dons.

XXI.1.1. LES RECETTES BUDGETAIRES⁵²

En 2016, les recettes budgétaires (y compris FSE) de l'Etat se sont établies à 2 090,3 milliards FCFA contre 1 799,5 milliards en 2015, soit un accroissement de 16,2%. Cette hausse est due au bon comportement des recettes fiscales et non fiscales (y compris les ressources Mittal).

Graphique XXI-1 : Evolution des recettes budgétaires (milliards FCFA)



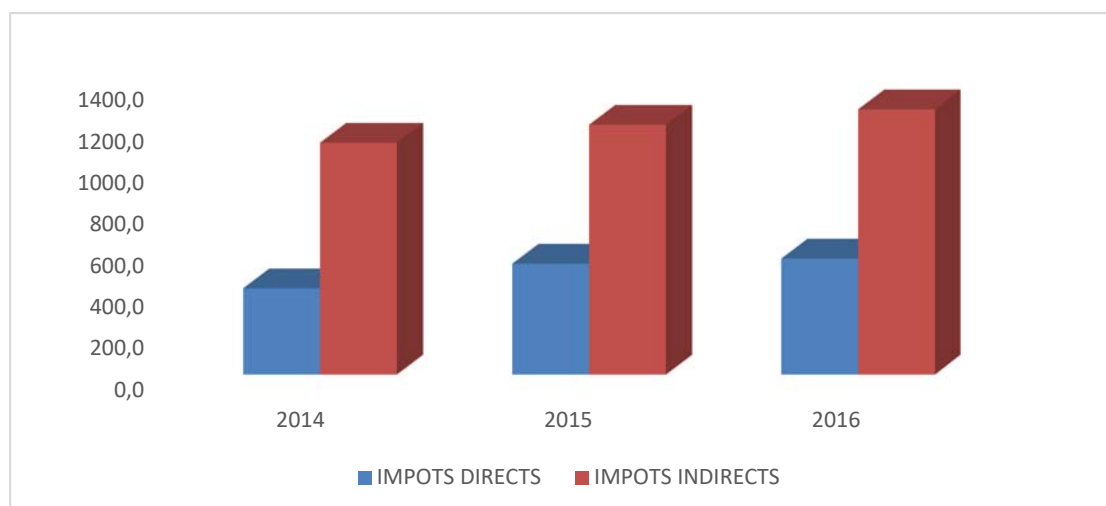
Source : DGCPT, TOFE, juin 2018

XXI.1.1.1. Les recettes fiscales

Les recettes fiscales se sont accrues de 152,2 milliards pour se situer à 1 811,8 milliards FCFA en 2016, soit une augmentation de 9,2% par rapport à 2015. Cette progression est liée à la bonne tenue des impôts directs (17,2% contre 9,7% en 2015) et des impôts indirects (6,2% après 7,8% en 2015) en dépit de la baisse du FSE (-64,1% contre 15,3% en 2015).

⁵² Le tableau 19.2 de l'annexe présente la décomposition détaillée des recettes budgétaires.

Graphique XXI-2 : Répartition des recettes fiscales (en milliards FCFA)

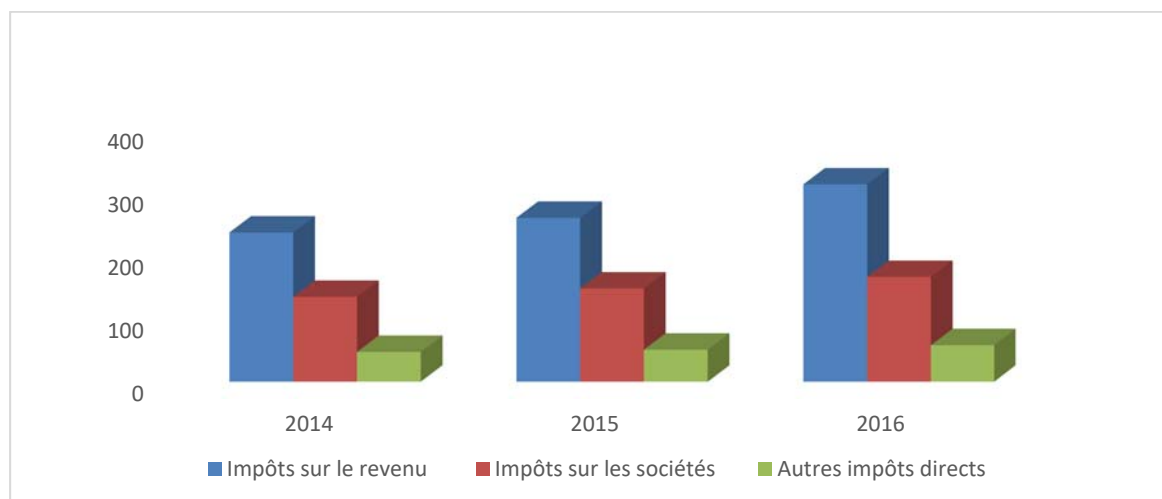


Source : DGCPT, TOFE, juin 2018

a) Les impôts directs

Les impôts directs ont progressé de 17,2% en 2016, passant ainsi de 455,7 milliards FCFA en 2015 à 533,9 milliards FCFA. Cette amélioration est principalement imputable au bon comportement de l'impôt sur le revenu (20,5%), de l'impôt sur les sociétés (12,4%) et de l'IRVM/IRCM (34,6%).

Graphique XXI-3 : Evolution des impôts directs (en milliards FCFA)



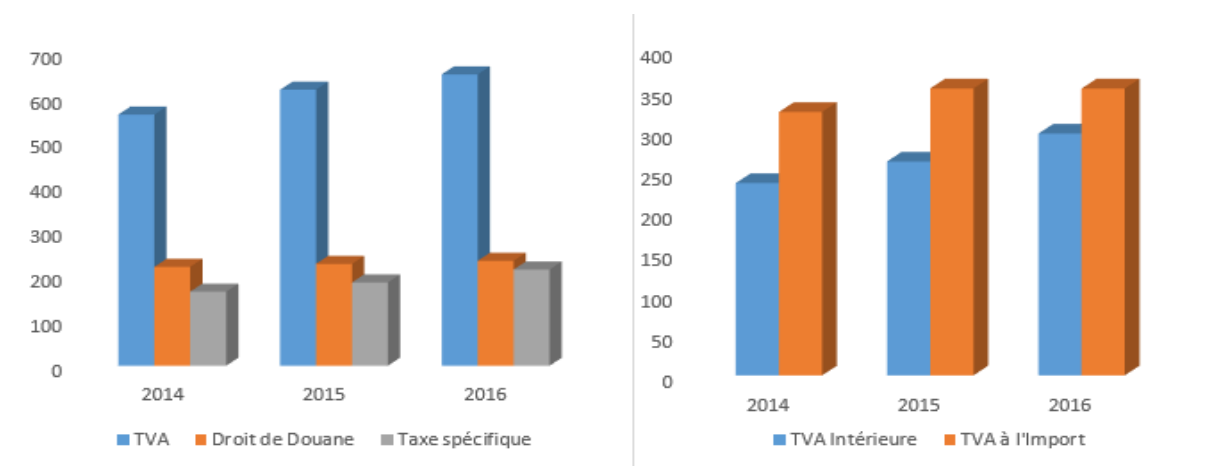
Source : DGCPT, TOFE, juin 2018

b) Les impôts indirects

Les impôts indirects ont poursuivi leur progression en s'établissant à 1 277,9 milliards FCFA en 2016 après 1 203,8 milliards FCFA en 2015, soit une hausse de 6,2%. Cette performance est en liaison avec le bon recouvrement des taxes sur biens et services

(8,0%), des droits de porte (3,1%), des droits d'enregistrement et de timbre (9,5%) et du FSIPP (50,7%). La performance des taxes sur biens et services découle principalement de l'augmentation de la TVA intérieure hors pétrole (12,1%) et de la taxe spécifique pétrole (21,3%). En outre, la reprise de la TVA intérieure pétrole (28,9% contre -6,6% en 2015) et de la taxe sur les contrats d'assurance (46,4% contre -20,0% en 2015) a également contribué au bon comportement des taxes sur biens et service. En revanche, il a été atténué par la stagnation de la TVA à l'import.

Graphique XXI-4 : Evolution des impôts indirects (en milliards FCFA)



Source : DGCP, TOFE, juin 2018

XXI.1.1.2. Les recettes non fiscales

Les recettes non fiscales recouvrées en 2016 se sont chiffrées à 278,5 milliards FCFA contre 139,9 milliards FCFA en 2015, soit une hausse de 99,1%. Cette forte augmentation est imputable aux ressources exceptionnelles qui sont passées de 28,2 milliards en 2015 à 175,0 milliards en 2016. Cette hausse est consécutive à l'attribution de la licence 4G et à la concession de la SONATEL évaluées à hauteur de 100 milliards et au gain de change.

XXI.1.2. LES DONS

Après la baisse en 2015 (8,5%), les dons se sont repris de 5,3% pour s'établir à 244,3 milliards FCFA en 2016. Cette augmentation est en liaison avec la reprise des dons en capital (2,8% contre - 5,8% en 2015) et de celle des dons budgétaires (21,6% contre -22,6% en 2015).

XXI.2. LES DEPENSES BUDGETAIRES

Les dépenses totales et prêts nets se sont établis à 2 704,0 milliards FCFA en 2016 contre 2 411,5 milliards FCFA en 2015, soit un accroissement de 12,1%. Cette progression s'explique principalement par une augmentation des dépenses en capital mais également par les dépenses courantes.

XXI.2.1. LES DEPENSES COURANTES

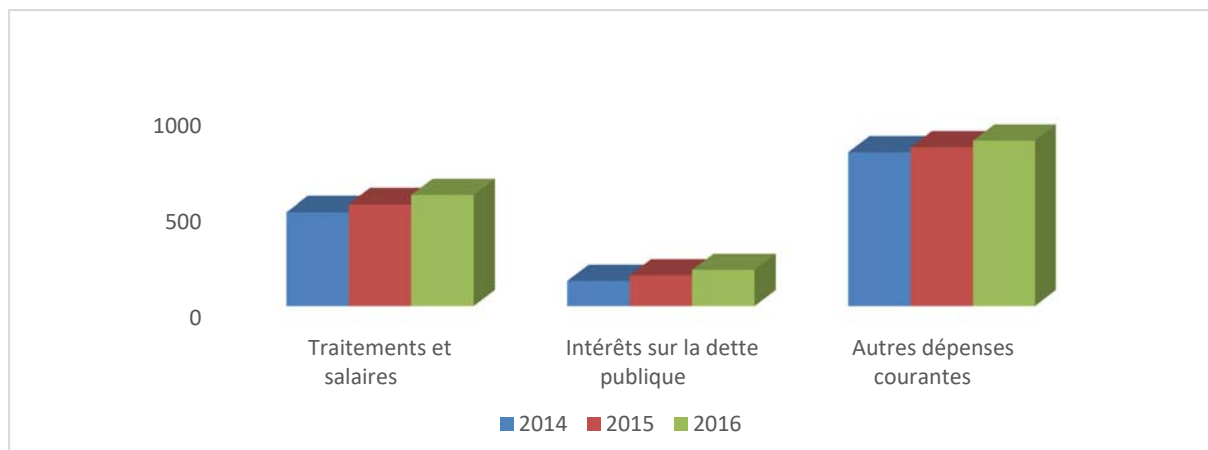
Les dépenses courantes sont ressorties à 1 612,9 milliards FCFA, soit 108,5 milliards de plus que leur niveau en 2015. Cet accroissement résulte de la hausse des intérêts sur la dette publique extérieure, des traitements et salaires et des autres dépenses courantes.

Les autres dépenses courantes ont progressé de 4,2%, sous l'impulsion des transferts et subventions qui ont accru de 97,2 milliards en 2016 ; soit une augmentation en valeur relative de 22,4%. En outre les dépenses de fonctionnements hors personnel ont reculé de 16,3% en s'établissant à 321,5 milliards. Ce qui reflète les efforts consentis dans le sens de la maîtrise des dépenses en général et de la rationalisation des dépenses de fonctionnement plus spécifiquement.

Les intérêts sur la dette publique, quant à eux, ont atteint 187,7 milliards FCFA contre 159,8 milliards FCFA en 2015, soit une augmentation de 17,4%. Cette hausse résulte de celle des intérêts payés sur la dette extérieure (10,9%) et intérieure (42,2%).

Les charges du personnel ont également progressé de 8,8% pour atteindre 572,3 milliards FCFA contre 526,1 milliards FCFA en 2015.

Graphique XXI-5 : Evolution des différents types de dépenses courantes (milliards FCFA)



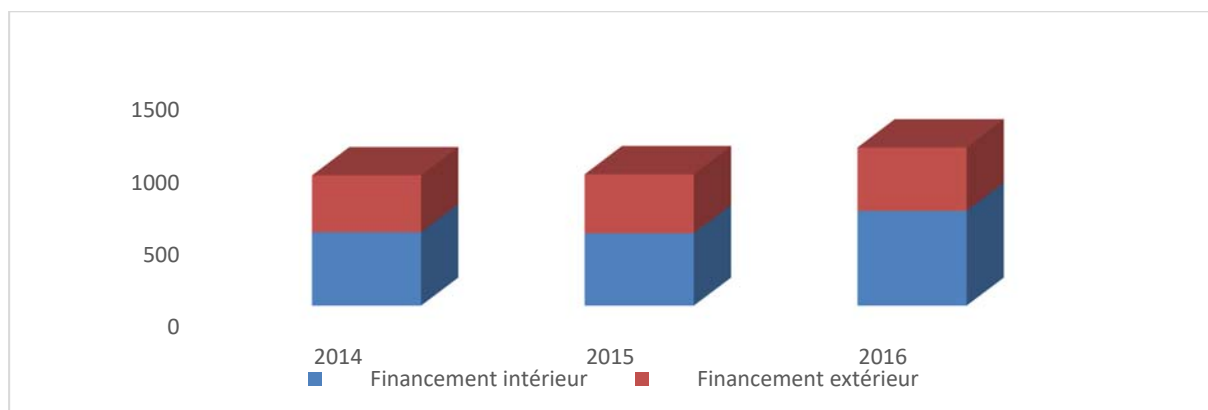
Source : DGCPT, TOFE, juin 2018

XXI.2.2. LES DEPENSES EN CAPITAL

Après une décélération en 2015, les dépenses en capital ont connu un bel envol en s'accroissant de 20,3% pour s'établir à 1 091,1 milliards FCFA en 2016. Cette hausse est imputable aux dépenses en capital sur ressources intérieures qui ont enregistré une progression de 30,3% après une baisse de 1,2% en 2015 et aux dépenses en capital sur ressources extérieures qui ont augmenté de 7,8%.

L'expansion des dépenses en capital financées sur ressources intérieures est en liaison avec les réalisations en infrastructure enregistrées dans les secteurs de l'Agriculture, de l'Elevage, de la Pêche, de l'Energie, du Tourisme, de l'Education, etc.

Graphique XXI-6 : Structure des dépenses en capital (milliards FCFA)



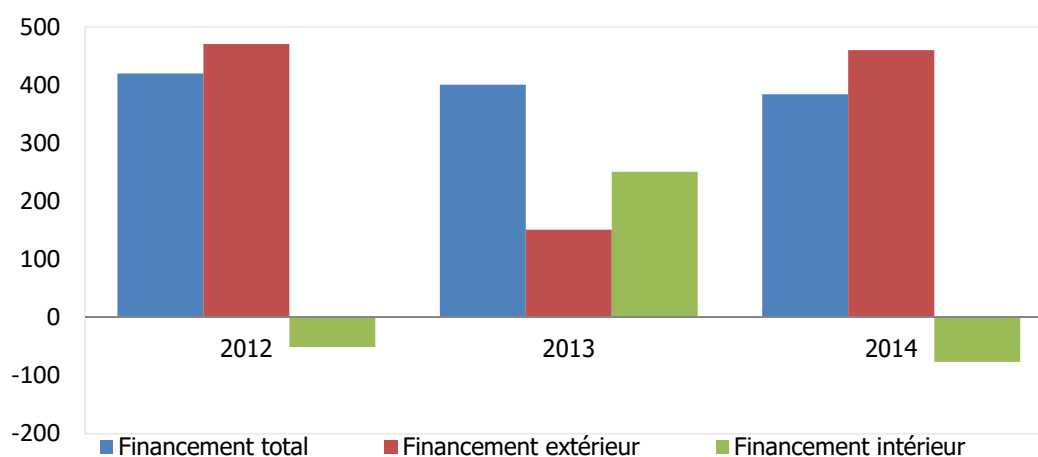
Source : DGCPT, TOFE, juin 2018

XXI.3. LE FINANCEMENT DU DEFICIT BUDGETAIRE⁵³

Le solde budgétaire global de l'Administration Centrale et des entités non financières publiques est déficitaire de 369,4 milliards FCFA en 2016, soit 3,3% du PIB. Le financement de ce déficit a nécessité des ressources extérieures (60%) et des ressources intérieures (40%).

Les financements sur ressources extérieures nets des amortissements sont ressortis à 219,2 milliards FCFA en 2016, contre 341,4 milliards FCFA en 2015. Ils ont essentiellement concerné les tirages hors titres publics (259,4 milliards) et un désengagement net envers le marché sous régional (33,4 milliards).

Graphique XXI-7 : Structure du financement du déficit budgétaire (en milliards FCFA)



Source : DGCP, TOFE, juin 2018

XXI.4. PRINCIPAUX INDICATEURS DE LA GESTION BUDGETAIRE

Le déficit budgétaire global de l'Administration centrale et des entités non financières publiques s'est amélioré en passant de 3,7% du PIB en 2015 à 3,3% du PIB en 2016. La pression fiscale⁵⁴ est ressortie à 16,1% en 2016 contre 15,8% un an plus tôt. Malgré une amélioration par rapport à 2015, le seuil minimal de pression fiscale fixé à 20,0% par le Pacte de convergence, de stabilité, de croissance et de solidarité des pays membres de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) est loin d'être atteint.

⁵³ Cf. tableau XX-9 de l'annexe.

⁵⁴ Recettes fiscales rapportées au PIB.

Le rapport entre la masse salariale et les recettes fiscales s'est légèrement amélioré en 2016 maintenant le Sénégal en dessous du plafond fixé à 35%. En effet, il est ressorti à 31,6% contre 31,7% en 2015.

Le ratio « dépenses en capital financées sur ressources internes rapportées aux recettes fiscales » est ressorti à 36,1% après 30,3% en 2015 ; soit un gain de 5,9 points de pourcentage. Ce qui conforte la position du Sénégal au-dessus du plancher communautaire fixé à 20,0%.